|  |  |
| --- | --- |
| Lettres contre l’oubli - Octobre 2023 | 2 Actions lettre: **Chine**, Venezuela |

|  |
| --- |
| Chine: Action lettre pour Zhang Zhan |
| Une journaliste injustement emprisonnée |

|  |
| --- |
| Zhang Zhan est une journaliste citoyenne et une ancienne avocate qui s’exprimait activement sur la politique et les questions liées aux droits humains en Chine. En février 2020, Zhang Zhan s'est rendue à Wuhan, qui était alors le centre de l'épidémie de COVID-19 en Chine. Elle s’est servie de plate-formes en ligne (notamment WeChat, Twitter/«X», et YouTube) pour rendre compte de la détention d’autres journalistes indépendant·e·x·s et du harcèlement que subissent les familles des victimes.  Zhang Zhan a été portée disparue le 14 mai 2020 à Wuhan. Il a ensuite été révélé qu’elle était détenue par la police à Shanghai, à plus de 640km de là. Le 28 décembre 2020, le tribunal populaire du nouveau district de Pudong a condamné Zhang Zhan à quatre ans de prison pour avoir «cherché à provoquer des conflits et troublé l’ordre public». Elle a clamé son innocence et son avocat a indiqué qu’elle avait décidé de ne pas faire appel.  Zhang Zhan est une prisonnière d’opinion, incarcérée pour le simple fait d’avoir exercé son droit fondamental à la liberté d’expression. Son cas a fait partie de la campagne «Écrire pour les droits 2021» d’Amnesty International.  Zhang Zhan a eu 40 ans le 2 septembre. Pour la quatrième année consécutive, elle a passé son anniversaire derrière les barreaux, uniquement pour avoir exercé son droit à la liberté d’expression.  Depuis sa condamnation, Zhang mène une grève de la faim partielle pour protester contre son verdict. Cette action a eu de graves répercussions sur son état de santé et lui a valu plusieurs hospitalisations. Selon un avocat qui a pu échanger avec sa famille, elle a de nouveau été admise à l’hôpital de la prison en juillet 2023. Outre les conséquences inquiétantes à craindre sur sa santé à long terme, tels que des problèmes gastro-intestinaux, elle a perdu beaucoup de poids en raison des conditions carcérales et de sa grève de la faim partielle. Lorsqu’elle a été admise à l’hôpital en juillet, elle ne pesait que 37kg. Zhang Zhan doit être libérée immédiatement. |

|  |
| --- |
| PASSEZ À L’ACTION : Défendez les droits de Zhang Zhan ! |
| **■** Rejoignez-nous et écrivez **une lettre courtoise** en chinois, anglais ou français **au président de la République populaire de Chine, Xi Jinping**, pour exiger la libération de Zhang.  Une autre cible majeure est **le directeur de la prison des femmes de Shanghai, Chen Jianhua**. Nous pouvons lui écrire pour lui demander de veiller à ce que Zhang Zhan ne subisse aucune forme de torture et d’autres mauvais traitements. Mais aussi exiger qu’elle ait accès rapidement, régulièrement et sans restriction à sa famille, à son avocat et à des soins de santé adaptés, à sa demande ou si nécessaire. |
|  |
| 🡪 Vous trouverez deux **modèles de lettre en français** **aux pages 3 et 4.** |
| 🡪 Un **modèle de lettre en anglais** est à disposition **en ligne** sur amnesty.ch:  <https://www.amnesty.ch/fr/pays/asie-pacifique/chine/docs/2023/action-lettre-pour-une-prisonniere-d-opinion>  Ou mettez les mots clés pour la recherche:🔍le **titre** de cet article ou le **nom de la personne** |
| 🡪 **Frais d’envoi:** CHF 2.30 par lettre |
| 🡪 **Envoi de courrier par poste dans le monde - note:**  Veuillez vérifier auprès de la Poste Suisse si des lettres sont actuellement envoyées au pays de destination.  Faute de quoi nous vous demandons d'envoyer votre lettre par e-mail, fax ou les réseaux sociaux (si disponibles)  et/ou de l'envoyer via l'ambassade avec la demande de transmission à la personne désignée. |

|  |  |
| --- | --- |
| Lettre courtoise À | Copie À |
| President of the People’s Republic of China Xi Jinping,  Président de la République populaire de Chine Xi Jinping,  Zhongnanhai, Xichang’anjie, Xichengqu, Beijing Shi 100017,  People’s Republic of China / République populaire de Chine  Fax: +86 10 6238 1025 Email: [english@mail.gov.cn](mailto:english@mail.gov.cn)  **Salutation:** President Xi / Monsieur le Président,  -  Director/Directeur Chen Jianhua,  Director of Shanghai Women’s Prison,  No 1601, Zhangjing Road, Sijing Zhen, Songjiang Qu, Shanghai 201601.,  People’s Republic of China / République populaire de Chine  **Salutation:** Director Chen / Monsieur le Directeur, | Ambassade de la République Populaire de Chine Kalcheggweg 10 3006 Berne  Fax: 031 351 45 73 E-mail: [dashmishu@hotmail.com](mailto:dashmishu@hotmail.com) |

|  |
| --- |
| **■ Action supplémentaire:** Vous pouvez également vous engager **sur les réseaux sociaux**. Hashtags préférés :  #ZhangZhan, #张azhan, #FreeZhangZhan, #releasezhangzhan |

|  |  |
| --- | --- |
| Lettres contre l’oubli - Octobre 2023 | 2 Actions lettre: Chine, **Venezuela** |

|  |
| --- |
| Venezuela: Action lettre pour Neuf personnes injustement détenues |
| Des détentions arbitraires pour réduire les voix critiques au silence |

|  |
| --- |
| Pour faire taire les voix critiques, le gouvernement vénézuélien a arrêté arbitrairement de nombreuses personnes. Il s'agit notamment de la femme d'affaires **Emirlendris Benítez** (emprisonnée en août 2018), du couple **María Auxiliadora Delgado** et **Juan Carlos Marrufo** (emprisonné·e·s en mars 2019), du journaliste et militant politique **Roland Carreño** (emprisonné en octobre 2020), de l'ancien syndicaliste **Guillermo Zárraga** (emprisonné en novembre 2020), de l'ingénieur **Darío Estrada** (emprisonné en décembre 2020), l'enseignant et syndicaliste **Robert Franco** (emprisonné en décembre 2020), du défenseur des droits humains **Javier Tarazona** (emprisonné en juillet 2021) et du militant et défenseur des droits humains **Gabriel Blanco** (emprisonné en juillet 2022).  La détention arbitraire de ces neuf personnes montre non seulement l’ampleur de cette politique répressive, mais illustre également la diversité des profils ciblés, parmi lesquels des enseignant·e·x·s, des syndicalistes, des défenseur·euse·x·s de droits humains et des journalistes. Nous demandons leur libération immédiate et sans condition.  Au cours des dix dernières années, Amnesty International a recueilli des informations sur le recours à la détention arbitraire pour des motifs politiques par le gouvernement de Nicolás Maduro.  Les organisations de la société civile vénézuélienne estiment que près de 300 personnes sont actuellement en détention au Venezuela pour des motifs politiques. Selon l’ONG Foro Penal, depuis 2014, plus de 15'700 personnes ont été placées en détention arbitraire pour des motifs politiques au Venezuela.  Ces dernières années, Amnesty International a fait campagne pour des dizaines de personnes détenues arbitrairement pour des motifs politiques, dont 12 prisonnier·ère·x·s d’opinion. À la suite de notre campagne mondiale, toutes ces personnes, à une exception près, ont été libérées. Ces nombreux cas montrent **à quel point la pression de l’opinion publique et la mobilisation mondiale peuvent influencer** les décisionnaires au Venezuela, malgré le climat restrictif et arbitraire qui règne dans le pays. |

|  |
| --- |
| PASSEZ À L’ACTION : Défendez les droits de ces neuf personnes ! |
| **■ Veuillez écrire une lettre courtoise** en espagnol, anglais ou français **au président Nicolás Maduro** pour lui demander de libérer immédiatement et sans condition ces neuf hommes et femmes injustement emprisonné∙e∙s au Venezuela. |
|  |
| 🡪 **Formule d’appel:** Querido Señor Presidente / Monsieur le Président, |
|  |
| 🡪 Vous trouverez un **modèle de lettre en français** **à la page 5.** |
| 🡪 Un **modèle de lettre en espagnol et anglais** est à disposition **en ligne** sur amnesty.ch:  <https://www.amnesty.ch/fr/pays/ameriques/venezuela/docs/2023/action-lettre-pour-neuf-personnes-en-detention-arbitraire>  Ou mettez les mots clés pour la recherche:🔍le **titre** de cet article ou le **nom de la personne** |
| 🡪 **Frais d’envoi:** CHF 1.10 (Suisse) |
| 🡪 **Envoi de courrier au Venezuela - note:**  Privilégiez les actions sur les réseaux sociaux, il n'y a pas de service postal fonctionnel au Venezuela et les comptes e-mail sont souvent désactivés.  Courrier par poste via l'ambassade. |

|  |  |
| --- | --- |
| Lettre courtoise au Président Nicolás Maduro | Copie À |
| Presidente Nicolás Maduro Presidente de la República Bolivariana de Venezuela  Edificio Palacio de Miraflores, Avenida Urdaneta, Caracas, Venezuela  Email: [correo@presidencia.gob.ve](mailto:correo@presidencia.gob.ve) / [gestionperfecta@presidencia.gob.ve](mailto:gestionperfecta@presidencia.gob.ve)  **Twitter: @NicolasMaduro** ⮡ Privilégiez si possible les actions sur les réseaux sociaux, comme il n'y a pas de service postal fonctionnel au Venezuela et les comptes e-mail sont souvent désactivés. | Ambassade de la République Bolivarienne du Venezuela Case Postale 237 3097 Liebefeld  Fax: 031 371 64 69 E-mail: [embajada@embavenez-suiza.ch](mailto:embajada@embavenez-suiza.ch) |

|  |
| --- |
| **■ Action(s) supplémentaire(s):** Vous pouvez également vous engager **sur les réseaux sociaux**.  Voir les informations en ligne (via le lien ci-dessus ou la recherche🔍par les mots-clés) |

Expéditeur·rice·x:

President of the People’s Republic of China Xi Jinping

Zhongnanhai

Xichang’anjie

Xichengqu, Beijing Shi 100017

People’s Republic of China

Lieu et date :

Concerne : Zhang Zhan

Monsieur le Président,

Le 28 décembre 2020, la journaliste citoyenne et ancienne avocate Zhang Zhan a été condamnée à quatre ans d’emprisonnement pour avoir «cherché à provoquer des conflits et troublé l’ordre public».

**Zhang Zhan est une prisonnière d’opinion**, incarcérée uniquement pour avoir exercé son droit fondamental à la liberté d’expression. Elle s’est servie de plate-formes en ligne pour rendre compte de la détention d’autres journalistes indépendant·e·x·s et du harcèlement que subissent les familles des victimes.

Depuis sa condamnation, Zhang mène une grève de la faim partielle pour protester contre son verdict. Cette action a eu de graves répercussions sur sa santé et lui a valu plusieurs hospitalisations. Selon un avocat qui a pu échanger avec sa famille, elle a de nouveau été admise à l’hôpital de la prison en juillet 2023. Outre les conséquences inquiétantes à craindre sur sa santé à long terme, tels que des problèmes gastro-intestinaux, elle a perdu beaucoup de poids en raison des conditions carcérales et de sa grève de la faim partielle.

**Cette situation me préoccupe beaucoup, et je vous demande, Monsieur le Président, de libérer Zhang Zhan immédiatement.**

**Dans l’attente de sa libération, je vous prie de vous assurer que Zhang Zhan ne subisse aucune forme de torture et d’autres mauvais traitements. Mais aussi qu’elle ait accès rapidement, régulièrement et sans restriction à sa famille, son avocat et des soins de santé adaptés, à sa demande ou si nécessaire.**

Dans cette attente, je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l’expression de ma haute considération.

**Copie:**

Ambassade de la République Populaire de Chine, Kalcheggweg 10, 3006 Berne

Fax: 031 351 45 73 / E-mail: dashmishu@hotmail.com

Expéditeur·rice·x:

Director Chen Jianhua

Director of Shanghai Women’s Prison

No 1601, Zhangjing Road, Sijing Zhen,

Songjiang Qu, Shanghai 201601.

People’s Republic of China

Lieu et date :

Concerne : Zhang Zhan

Monsieur le Directeur,

Le 28 décembre 2020, la journaliste citoyenne et ancienne avocate Zhang Zhan a été condamnée à quatre ans d’emprisonnement pour avoir « cherché à provoquer des conflits et troublé l’ordre public ».

**Zhang Zhan est une prisonnière d’opinion**, incarcérée uniquement pour avoir exercé son droit fondamental à la liberté d’expression. Elle s’est servie de plate-formes en ligne pour rendre compte de la détention d’autres journalistes indépendant·e·x·s et du harcèlement que subissent les familles des victimes.

Depuis sa condamnation, Zhang mène une grève de la faim partielle pour protester contre son verdict. Cette action a eu de graves répercussions sur sa santé et lui a valu plusieurs hospitalisations. Selon un avocat qui a pu échanger avec sa famille, elle a de nouveau été admise à l’hôpital de la prison en juillet 2023. Outre les conséquences inquiétantes à craindre sur sa santé à long terme, tels que des problèmes gastro-intestinaux, elle a perdu beaucoup de poids en raison des conditions carcérales et de sa grève de la faim partielle.

**Cette situation me préoccupe beaucoup, et je vous demande, Monsieur le Directeur, d’assurer que Zhang Zhan ne subisse aucune forme de torture et d’autres mauvais traitements. Mais aussi qu’elle ait accès rapidement, régulièrement et sans restriction à sa famille, son avocat et des soins de santé adaptés, à sa demande ou si nécessaire.**

Dans cette attente, je vous prie de croire, Monsieur le Directeur, à l’expression de ma haute considération.

**Copie:**

Ambassade de la République Populaire de Chine, Kalcheggweg 10, 3006 Berne

Fax: 031 351 45 73 / E-mail: dashmishu@hotmail.com

Expéditeur·rice·x:

Presidente Nicolás Maduro

Presidente de la República Bolivariana de Venezuela

Edificio Palacio de Miraflores

Avenida Urdaneta

Caracas

Venezuela

Lieu et date :

Concerne : Neuf personnes injustement détenues

**Darío Estrada, Emirlendris Benítez, Gabriel Blanco, Guillermo Zárraga, Javier Tarazona, Juan Carlos Marrufo, María Auxiliadora Delgado, Roland Carreño, Robert Franco**

Monsieur le Président,

Le gouvernement vénézuélien a arbitrairement arrêté de nombreuses personnes. Il s'agit notamment de la femme d'affaires Emirlendris Benítez (emprisonnée en août 2018), du couple María Auxiliadora Delgado et Juan Carlos Marrufo (emprisonné·e·s en mars 2019), du journaliste et militant politique Roland Carreño (emprisonné en octobre 2020), de l'ancien syndicaliste Guillermo Zárraga (emprisonné en novembre 2020), de l'ingénieur Darío Estrada (emprisonné en décembre 2020), de l'enseignant et syndicaliste Robert Franco (emprisonné en décembre 2020), du défenseur des droits humains Javier Tarazona (emprisonné en juillet 2021) et du militant et défenseur des droits humains Gabriel Blanco (emprisonné en juillet 2022).

Au cours des dix dernières années, Amnesty International a recueilli des informations sur le recours à la détention arbitraire pour des motifs politiques dans le cadre de la politique de répression mise en œuvre par le gouvernement. Les organisations de la société civile vénézuélienne estiment que près de 300 personnes sont actuellement en détention au Venezuela pour des motifs politiques. Selon l’ONG Foro Penal, depuis 2014, plus de 15'700 personnes ont été placées en détention arbitraire.

**Cette situation me préoccupe beaucoup. C’est pourquoi je vous demande de libérer immédiatement et sans condition ces neuf personnes injustement emprisonnées au Venezuela.**

Dans cette attente, je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l’expression de ma haute considération.

**Copie:**

Ambassade de la République Bolivarienne du Venezuela, Case Postale 237, 3097 Liebefeld

Fax: 031 371 64 69 / E-mail: embajada@embavenez-suiza.ch